le peuple.VS

Numéro 230
Mai 2026



JAB CH-1950 Sion 1

LA POSTE

Sans règles, pas de territoire de qualité 4

Déni démocratique autour des soins infirmiers 8

Aujourd'hui plus que jamais : NO G7 !

Du 15 au 17 juin prochain, à quelques kilomètres du Valais, la ville d'Evian sera le théâtre d'un triste spectacle : le rassemblement des dirigeants impérialistes du G7.

Sous couvert de régulation économique et de géopolitique, ce club des sept puissances parmi les plus riches de la planète se réunit une fois de plus pour orchestrer la direction capitaliste et impérialiste du monde. Ce sommet ne représente rien d'autre que l'arrière-boutique d'un système à bout de souffle qui, pour maintenir l'hégémonie du Nord global, glisse dangereusement vers la fascisation et la violence systémique.

L'alliance du capital et des forces réactionnaires

La crise généralisée qui secoue le capitalisme mondial pousse ses principaux acteurs à une radicalisation autoritaire. Ce n'est pas une coïncidence si les thèmes et le vocabulaire de l'extrême

Suite en page 2

Edito



Suite de l'édito

droite saturent désormais l'espace public. Qu'ils soient portés par des figures ouvertement populistes ou par une droite décomplexée, les agendas sont les mêmes : maintenir un ordre inégalitaire par la force. Pour garantir les profits d'un système où 1 % des plus fortunés détient près de la moitié des richesses mondiales, les gouvernements du G7 intensifient l'austérité, cassent les services publics et répriment durement les mouvements écologistes, antiracistes et de solidarité.

La gestion viriliste et sécuritaire des affaires du monde nourrit la haine. Aujourd'hui, l'offensive masculiniste menace directement les droits fondamentaux arrachés de haute lutte par les femmes et les minorités de genre. En Suisse, le nombre effroyable de féminicides illustre de manière tragique cette continuité de violences patriarcales face à laquelle l'Etat et la justice sous-estiment totalement les enjeux. Face ces alliances entre capitalistes et forces réactionnaires, nous n'avons qu'un seul choix : opposer une riposte féministe et antifasciste.

Impérialisme et complicité coloniale

A l'échelle internationale, le bilan de ce directoire est inacceptable. L'Occident a abandonné tout semblant de respect pour le droit international et la paix entre les peuples. L'extractivisme forcené mené par les multinationales du G7 – avec la complicité active de la Suisse – continue de piller les matières premières du Sud global et d'exploiter les corps, tandis que les frontières se ferment de manière mortifère aux populations qui fuient les ravages de ces politiques.

L'Occident a abandonné tout semblant de respect pour le droit international et la paix entre les peuples.

Le cynisme atteint son paroxysme dans la gestion des conflits. Alors que la course aux armements bat son plein et offre de formidables opportunités de profits aux industriels, les masques tombent face au massacre des peuples en lutte. Le refus du G7 d'imposer de réelles sanctions contre l'Etat colonial sioniste met en lumière le caractère structurel de la domination impérialiste. Du génocide à Gaza aux tragédies qui se déroulent dans l'ombre au Soudan, en République démocratique du Congo, en Ukraine ou au Kurdistan, la violence est globale. Face à cela, le silence et la neutralité de façade du gouvernement suisse sont une honte.



Le 14 juin : décréter l'état d'urgence

On ne peut pas laisser de terrain à cette dérive. Chez nous, la droite arrogante, main dans la main avec l'extrême droite, profite de ce climat pour attaquer les conditions de vie des plus précaires, menacer les salaires minimaux et rejeter les mesures de protection de la biodiversité.

Face à cet entre-soi impérialiste, la résistance s'organise avec le NOG7 (du 13 au 17 juin), un contre-sommet qui s'inscrit dans la lignée des grandes contestations historiques (Gênes, Evian 2003, Hambourg).

Cette année, la mobilisation s'articule autour de trois urgences :

- **La libération de la Palestine :** Dénoncer la complicité directe ou indirecte des pays du G7 dans le génocide en cours à Gaza (ventes d'armes, financements ou silence coupable).
- **Les luttes féministes et queer :** Combattre les offensives réactionnaires menées par plusieurs membres du G7, comme la criminalisation de l'avortement aux Etats-Unis ou les attaques contre les droits des personnes trans et homosexuelles au Royaume-Uni et en Italie.
- **La fin de l'extractivisme :** Contester le pillage capitaliste et colonial des ressources du Sud global (comme les métaux rares) par les multinationales du Nord, au détriment et au mépris des populations locales.

Le 14 juin, à l'appel d'une coalition de plus de 50 organisations, prenons les rues de Genève, avec ou sans autorisation, pour nous opposer à ce sommet impérialiste planifiant la destruction des peuples et l'exploitation du vivant.

Yoann Bodrito, rédacteur en chef

Initiative du chaos: la xénophobie au service du grand capital



Le 14 juin, l'initiative du chaos de l'UDC sera soumise aux urnes. Rarement, une votation n'aura autant mobilisé. La votation a déjà battu le record de la campagne la plus chère depuis l'entrée en vigueur des règles de transparences. Si le texte mobilise autant, c'est que les enjeux sont décisifs.

Mi-mai, nous apprenions qu'il s'agit de la campagne politique la plus chère de notre histoire – du moins depuis la transparence du financement des campagnes. Transparence ? Les traditionnels vaisseaux financiers bourgeois permettent encore de dissimuler de puissantes donatrices et donateurs. Ainsi, la « fondation pour la politique bourgeoise » finance lourdement la campagne sans que des noms n'aient à apparaître. Les membres de la direction de cette fondation sont toutefois connus : le patron de Swiss Life, Rolf Dörig, ainsi que des représentant·es de l'UDC, comme le banquier Thomas Matter ou l'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer.

Lorsque l'UDC prétend que seuls 5 étrangers sur 10 travaillent, elle inclut délibérément les enfants dans ces chiffres, ce qui fausse évidemment la statistique.

Aux côtés des traditionnels ploutocrates du parti d'extrême droite, on trouve donc des patrons de grandes entreprises et assurances dans les donateurs. Philipp Gaydoul, patron de Denner, qui a hérité de la holding familiale à 26 ans, ou encore la société Emil Frey AG, complètent ce tableau.

Retour au siècle passé

Il n'y a rien d'étonnant dans ce mélange d'intérêts. Cette initiative, loin de promouvoir la durabilité, signifierait la fin de la voie bilatérale et donc, de la protection des salaires. Les personnes sans passeport suisse deviendraient une main-d'œuvre de second plan, facilement exploitable. Cette initiative xénophobe sert les intérêts du grand capital en misant sur un retour au siècle passé en matière de droit du travail. Ce serait le retour du statut de saisonnier, des familles déchirées, des conditions ultraprécaires.

Augmentation de l'âge de la retraite

Les figures du parti d'extrême droite ne s'en cachent même plus : début mai, le président de l'UDC zurichoise, Domenik Ledergerber, déclarait que l'augmentation de l'âge de la retraite serait une solution pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre qu'un oui à leur initiative impliquerait. Position assumée, masques tombés : l'UDC n'a que faire de la qualité de vie des gens qui travaillent.

Désinformation constante

Nos trains sont en moyenne utilisés à moins de 30 % de leur capacité. La très grande majorité des personnes qui viennent en Suisse viennent de l'UE. Les ressortissant·es de l'UE/AELE paient plus de 25 % des cotisations AVS, mais reçoivent moins de 15 % des prestations. Nous avons aujourd'hui plus d'appartements vides qu'en 2002, lorsque la libre circulation a été introduite. Ce sont ici quelques faits, réels, qui montrent que le parti d'extrême droite tort la réalité, désinforme, présente de fausses informations dans la campagne. Lorsque l'UDC prétend que seuls 5 étrangers sur 10 travaillent, elle inclut délibérément les enfants dans ces chiffres, ce qui fausse évidemment la statistique.

Il reste quelques semaines pour convaincre notre entourage de voter non à ce dangereux texte, xénophobe et rétrograde. Nous devons tout donner pour qu'un non clair sorte des urnes.

Clément Borgeaud, président du PSVR





Sans règles, pas de territoire de qualité

Les propriétaires fonciers l'oublient parfois : leur propriété fait partie d'un tout, le territoire, qui, lui, appartient à toutes et tous. Des règles sont nécessaires afin de garantir une construction qualitative de ce dernier, au bénéfice de toute la population.

Le capitalisme repose sur un principe fondamental : la propriété privée. Ce principe est souvent associé à une notion de liberté poussée à l'extrême : ce qui est à moi n'est qu'à moi, j'en dispose comme bon me semble, qu'il s'agisse de mon stylo, de ma voiture ou de ma parcelle. Mais ce que le propriétaire oublie souvent, c'est que la manière de disposer d'un bien impacte la société qui nous entoure : rarement pour un stylo, souvent pour une voiture, de manière évidente mais souvent ignorée, en ce qui concerne les constructions.

Parce que n'importe quelle construction marque le territoire. Ce sont nos manières de nous déplacer, l'environnement social des quartiers, les nuisances mais également tout le paysage qui se trouvent modifiés par chaque intervention sur le bâti.

Aujourd'hui, le prix du mètre carré ne cesse d'augmenter dans notre pays et le logement est devenu un enjeu sur l'ensemble du territoire suisse.

Ainsi, les villes sont depuis des siècles construites selon des règles portant sur la propriété privée. Non pas pour restreindre cette dernière ou la liberté individuelle mais pour construire des territoires de qualité, où il fait bon vivre. Parce qu'ils sont esthétiques, que l'on peut s'y déplacer de manière efficace, qu'on y trouve des services essentiels, que l'on peut s'y ressourcer dans des conditions agréables et que toutes et tous y trouvent leur place.

Aujourd'hui, le prix du mètre carré ne cesse d'augmenter dans notre pays et le logement est devenu un enjeu sur l'ensemble du territoire suisse. Les appels à la déréglementation en matière de construction se multiplient, poussés par une volonté de densification. Ainsi, le Conseil d'Etat zougois propose la création de « zones blanches » dans lesquelles la quasi-totalité des règles de construction seraient supprimées. Présenté comme une solution à la crise du logement, ce type de propositions représente un danger pour toutes et tous. C'est tout notre territoire qui sera impacté par de telles mesures, qui mèneront sans aucun doute à la création d'ensembles de faible qualité, dégradant fortement le paysage et nuisant à la qualité de vie de toutes et tous.

Il revient dès lors aux communes de s'assurer que les constructions et modifications du bâti existant ne se fassent pas au détriment de la qualité du territoire. Une densification est possible sans péjorer cette dernière, elle nécessite cependant l'imposition de règles aux propriétaires, au service du bien commun.

Bérénice Georges



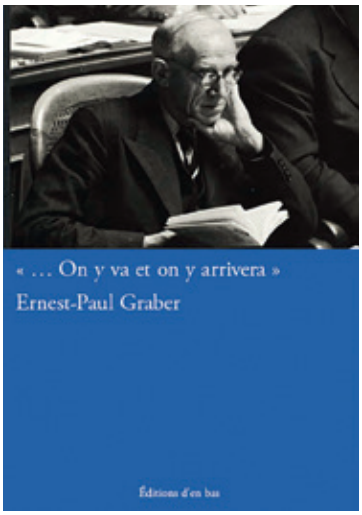
« … On y va et on y arrivera »

Un recueil d'articles publiés par Ernest-Paul Graber

Ernest-Paul Graber (1875-1956) est un homme politique socialiste et un journaliste qui a notamment siégé de 1912 à 1943 au Conseil national qu'il a présidé en 1929-1930.

De 1903 à 1956, Paul Graber a publié près de 7000 articles dans les quotidiens socialistes de Suisse romande *La Sentinelle* et *Le Peuple*. Il y traite de sujets qui aujourd'hui comme hier font l'actualité : les injustices sociales, la condition des travailleuses et des travailleurs, les inégalités entre les femmes et les hommes, la montée des populismes, la xénophobie, l'antisémitisme, le pacifisme et le budget militaire. C'est ainsi toute l'histoire de la première moitié du XXe siècle qui défile sous sa plume aiguisée.

Ce livre reproduit en version intégrale une centaine d'articles répartis en dix chapitres et accompagnés d'un appareil de notes qui renseignent sur les personnes et les événements dont traite l'auteur. Il intéressera non seulement les militants et militantes politiques mais aussi les amateurs et amatrices d'histoire, ainsi que les nostalgiques des grandes joutes journalistiques d'antan.



Paul Graber entretenait des liens étroits avec le Valais. En effet, dès l'été 1924, il loue avec des amis le chalet La Magnénaz, légèrement à l'écart du hameau de Champex d'en Haut, adossé aux premiers contreforts du Catogne, propriété de son frère Otto Graber. C'est là qu'il prendra ses vacances, cultivera ses myrtilles et peindra les paysages valaisans qu'il chérissait.

Durant vingt ans, Paul Graber a assumé la fonction de secrétaire de langue française du Parti socialiste suisse. Il fut aussi membre du Comité d'Olten qui organisa la grève générale de 1918.

Un épisode de sa longue carrière politique est resté célèbre. En 1917, il est condamné à dix jours d'emprisonnement par un tribunal militaire pour avoir dénoncé dans *La Sentinelle* les mauvais traitements infligés à un soldat. Emprisonné à La Chaux-de-Fonds, il est « libéré » par ses camarades venus en nombre. Le Conseil d'Etat neuchâtelois fait alors appel à l'armée et 5000 troupiers débarquent à La Chaux-de-Fonds où ils chercheront en vain le leader socialiste qu'on finira par retrouver à Berne sur son siège de conseiller national !

Emprisonné à La Chaux-de-Fonds, il est « libéré » par ses camarades venus en nombre.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Paul Graber dénonce avec courage dans son journal les exactions des nazis dans les pays occupés par la Wehrmacht, par exemple la rafle du Vél' d'Hiv à Paris en juillet 1942, ce qui lui vaut de sérieux ennuis avec la censure militaire.

Ecrits dans le style alerte d'une presse combattive et de gauche, ses nombreux articles font revivre l'histoire de la Suisse et de l'Europe durant la première moitié du XXe siècle. On y trouvera aussi de troublantes – et inquiétantes – analogies avec les temps actuels.

Des illustrations de première main, telles que des caricatures dessinées par Graber pour illustrer ses articles, et de nombreuses photos, enrichissent l'ouvrage élaboré par une équipe de 24 personnes. Avec, en prime, quelques affiches anti-Graber éditées par les partis bourgeois qui le haïssaient autant qu'ils le craignaient.

Les Editions d'en bas nous donnent la possibilité d'acquérir en avant-première cet ouvrage et de le recevoir gratuitement à domicile en Suisse avant sa sortie en librairie au prix de 30 francs l'exemplaire, port offert.

Il vous suffit de communiquer votre commande par courriel à contact@enbas.ch en indiquant le nombre d'exemplaires désirés et votre adresse postale.

Raymond Spira



Session de mai 2026 du Grand Conseil

Il s'agit de la dernière session présidée par notre camarade Patricia Constantin. Elle termine son mandat de présidente par une session quasiment dédiée au renouvellement des lois sur les écoles valaisannes.

Pas moins de 314 amendements ont été traités par la commission de l'éducation, de la formation, de la culture et des sports dans laquelle siègent nos camarades Marie Oreiller et Maude Theler qui ont accompli un travail remarquable.

La session de mai a débuté, une fois n'est pas coutume, quoique cela tende à se répéter, un lundi.

Lundi 4 mai

Les députées et députés ont pu profiter d'un discours puis d'un chant en patois, organisé par notre présidente. Puis les débats et les diverses entrées en matière ont pu avoir lieu. A noter :

L'entrée en matière concernant l'initiative populaire sur un salaire minimum ne peut être combattue. La majorité des groupes politiques est hostile à l'idée et laisseront entendre leurs craintes et mécontentements. Décision mercredi matin.

Le Centre a déposé un postulat soutenu par nos rangs. Il eu fallu de très peu et de la voix décisive de notre présidente pour faire passer ce texte qui demande au Conseil d'Etat d'étudier la mise en place d'un abonnement général pour les personnes de moins de 25 ans.

Le parlement a accepté en lecture unique la loi d'adhésion à la convention entre la confédération et les cantons sur la corporation « Justitia. swiss ». Texte défendu par notre collègue Milaim Rexhepi qui en a profité pour rendre un vibrant hommage, largement applaudi par le plénum, à l'année présidentielle compliquée de Patricia Constantin.

Les communes haut-valaisannes de Bellwald, Fiesch et Lax fusionneront pour donner naissance à la commune de Unnergoms.

Malheureusement il eut fallu qu'une partie des centristes du haut, Neo, retourne leur veste au dernier moment pour faire passer une motion demandant l'allègement de la fiscalité pour les personnes morales. Notre camarade Blaise Carron a dû donner de la voix pour faire entendre nos idées mais cela n'a pas suffi. Ce projet ultra libéral est donc transmis au Conseil d'Etat pour exécution.

Mardi 5 mai

La journée a été coupée en deux. Le matin dévolu à la première partie de la lecture des amendements de la nouvelle mouture de la loi sur les écoles valaisannes. Puis l'après-midi, réservé



au travail des commissions qui ont dû se réunir pour traiter les divers amendements déposés lundi matin.

Le plénum a réussi à valider et voter pas moins de 96 amendements durant la matinée. Matinée ouverte par un discours extrêmement intéressant au sujet des bisses et des systèmes d'irrigation traditionnels.

Mercredi 6 mai

Journée bien chargée pour la députation qui a été avertie que les débats pourraient se prolonger jusque dans la soirée. Ce qui s'est confirmé, notre cheffe de groupe, clôturant ceux-ci à 18 h 45.

Ils préfèrent apparemment savoir certains de nos concitoyens travailler à plein temps sans pouvoir joindre les deux bouts.

La matinée a vu sans grande surprise la majorité bourgeoise du Grand Conseil rejeter l'initiative populaire pour un salaire minimum. Les arguments de Sarah Constantin lors de sa dernière prise de parole sur le sujet n'ont pas su convaincre les divers clans du Centre, UDC et autre PLR. Ils préfèrent apparemment savoir certains de nos concitoyens travailler à plein temps sans pouvoir joindre les deux bouts. Rappelons que dans la même session la majorité de droite a réussi à faire passer une motion demandant une baisse d'impôt pour les entreprises… L'initiative pour le salaire minimum sera donc présentée au peuple valaisan. Il faudra être soudé et voter massivement pour ce texte !

Le reste de la journée a été dévolu principalement à la loi sur les écoles valaisannes. Les trois lois ont passé la rampe du parlement en première lecture mais nécessiteront la réunion d'une commission de deuxième lecture pour finalement être approuvées ou pas.

A noter que notre camarade Maud Theler a vu passer son amendement demandant que la communication entre l'école et les parents en situation de handicap soit adaptée. Cet amendement a été appuyé par une prise de parole de notre collègue Joachim Felix Correia.

Le plénum a malheureusement refusé un amendement de Marie Oreiller qui préférait utiliser le terme local plutôt que chrétien en rappelant que 25 % des habitants du Valais sont sans appartenance religieuse.

Notre groupe a soutenu et le plénum a suivi l'idée que dorénavant les directeurs d'école seront employés par le canton et non plus par la commune comme c'est le cas actuellement.

Jeudi 7 mai

Plusieurs dossiers ont été traités durant cette matinée dont une motion de notre collègue Robert Burri visant à permettre aux Valaisannes et Valaisans domiciliés à l'étranger d'élire les membres du Conseil des Etats.

A noter également une motion de Clément Borgeaud, non combattue par les députés qui demande à revoir les agendas électoraux et qui sera adressée au Conseil d'Etat pour exécution.

Par contre, notre collègue Noémie Constantin n'a pas réussi à faire passer une résolution demandant l'introduction de la notion de féminicide dans le code pénal.

Les conseillers d'Etat Stéphane Ganzer et Franz Ruppen ont répondu à plusieurs de nos interpellations durant cette dernière journée au perchoir pour notre présidente Patricia Constantin.



Vendredi 8 mai

La journée a été intégralement consacrée à l'élection de la nouvelle présidente du Grand Conseil. Pour la première fois, le Valais élit à la tête du législatif cantonal une femme issue du parti écologiste les Verts. Céline Dessimoz succèdera donc à Patricia à qui vont tous mes remerciements pour cette première année en tant que député suppléant. Je tiens également à remercier Mathias Reynard qui a su représenter toutes les Valaisannes et Valaisans aux moments les plus durs de son mandat de président du gouvernement.

Julien Girod, député-suppléant



Déni démocratique autour de l'initiative pour des soins infirmiers forts !

Le 27 avril, le SSP a déposé un appel urgent soutenu par près de 190'000 signatures aux élu·es fédéraux. Accompagnés d'une banderole « Soins à domicile, EMS, Hôpitaux. En colère et mobilisés », 200 travailleuse·eurs du secteur de la santé ont pris position pour demander une mise en œuvre intégrale et immédiate de l'initiative populaire pour des soins forts.

Malgré ce fort message, rappelant par le nombre titanesque de signatures de la pétition que la volonté populaire est du côté de l'amélioration des conditions pour les personnels de santé, le Conseil national a tout de même trahi. En effet, le projet de loi d'application de l'initiative proposé par le Conseil fédéral, déjà bien insuffisant, a été affaibli par les membres de la commission compétente du Conseil national. Cette mise en œuvre, vidée de sa substance, a ensuite été acceptée par le Conseil national. C'est ainsi que nos autorités, et plus particulièrement la droite bourgeoise, ont trahi les signataires de l'initiative, celles et ceux qui l'ont soutenu par leur vote, mais aussi et surtout les personnels de santé.



Pour rappel, c'est en novembre 2021 que le peuple a voté sur l'initiative pour des soins infirmiers forts, et le score était sans appel : 61 % de oui ! Ce résultat est le reflet de la compréhension populaire des problématiques des personnels de santé. Le rôle vital qu'elles et ils remplissent, et cela dans des conditions difficiles, ne peut appeler qu'à l'estime. Sur le terrain du secteur de la santé, des thématiques sont récurrentes : horaires difficiles, travail physique fatiguant et usant, salaires faibles pour les emplois les plus précaires de la santé, etc.

En Valais, les conditions de travail des personnels de santé ont été améliorées depuis 2021, avec des créations de nouveaux postes, des financement supplémentaires et avec la mise en place en 2024 d'une Convention collective de travail (CCT) pour les soins de longue durée en Valais. Cependant, cela ne suffit de loin pas à régler les problèmes dans le secteur de la santé, aggravés voire causés, par la pénurie de personnel. C'est à ce problème que s'attaquait l'initiative, lorsqu'elle demandait simplement la garantie que chacun·e ait accès à des soins infirmiers suffisants et de qualité, ainsi qu'un nombre suffisant d'infirmière·ers diplômés pour couvrir les besoins croissants.

Devons-nous rester les bras croisés, ou continuer de nous mobiliser ?

Alors que faire, maintenant que la mise en œuvre de l'initiative prouve, à nouveau, que la majorité bourgeoise au parlement fédéral n'est pas du côté des travailleuse·eurs, et ne défend pas la santé de sa population ? Devons-nous rester les bras croisés, ou continuer de nous mobiliser ? Pour la défense des intérêts des personnels de santé, et plus généralement de tous·tes les salarié·es des services publics et parapublics, ainsi que des bénéficiaires de ces services : devenez membre du SSP ! Etant donné le rapport de force actuel extrêmement défavorable aux luttes sociales au Parlement fédéral, ce n'est évidemment qu'avec une forte organisation syndicale des travailleuse·eurs que l'on peut miser sur des évolutions sociales bénéficiant à tous·tes !

Julien Berthod,
secrétaire syndical SSP Valais



Mobilisation du 1er mai à Sion

Le 1er mai à Sion n'était pas une simple commémoration, mais un point de départ pour les luttes à venir.

Plus de 150 travailleuses, travailleurs et syndicalistes se sont rassemblés à l'appel de l'Union syndicale valaisanne pour réaffirmer nos valeurs de solidarité internationale face au poison du repli sur soi.

Dans la ligne de mire des orateurs : l'initiative xénophobe de l'UDC. Blaise Carron a mis à nu la trajectoire antisociale de ce texte, qui n'est qu'une machine à détruire les salaires et à fragiliser les acquis sociaux de la population. Bruna Campanello a rappelé une vérité fondamentale : l'ennemi du





travailleur n'est pas son collègue immigré, mais bien le patronat qui utilise les thèses de l'UDC pour diviser pour mieux régner. Face à cela, le SSP Valais a tiré la sonnette d'alarme pour la défense de l'hôpital public et des secteurs sociaux, menacés par une droite managériale arrogante.

Le message de ce 1er mai est limpide : nous ne laisserons rien passer.

Le 14 juin, ce sera un NON massif à l'UDC, et un OUI à la dignité.

1er mai

Interlude musicale

¡A la barricadas ! est un chant anarchiste emblématique, associé à la CNT-AIT durant la Guerre civile espagnole. Il est interprété sur l'air de *La Varsovienne.* Les paroles ont été écrites par Valeriano Orobón Fernández et le chant a été publié pour la première fois en novembre 1933, dans un supplément de la revue Tierra y Libertad, à Barcelone.

Negras tormentas agitan los aires	Des tempêtes noires agitent les airs
Nubes oscuras nos impiden ver.	Des nuages sombres nous empêchent de voir.
Aunque nos espere el dolor y la muerte	Même si la mort et la douleur nous attendent
Contra el enemigo nos llama el deber.	Le devoir nous appelle contre l'ennemi.
El bien más preciado es la libertad	Le bien le plus précieux est la liberté.
Hay que defenderla con fe y valor.	Il faut la défendre avec foi et courage.
Alza la bandera revolucionaria	Lève le drapeau révolutionnaire
que del triunfo sin cesar nos lleva en pos	Qui sans faillir nous mène vers le triomphe
Alza la bandera revolucionaria	Lève le drapeau révolutionnaire
que del triunfo sin cesar nos lleva en pos	Qui sans faillir nous mène vers le triomphe
En pie el pueblo obrero, a la batalla	Debout, peuple ouvrier, au combat
Hay que derrocar a la reacción.	Il faut vaincre la réaction :
¡A las barricadas ! ¡A las barricadas !	Aux barricades ! Aux barricades !
Por el triunfo de la Confederación.	Pour le triomphe de la Confédération.
¡A las barricadas ! ¡A las barricadas !	Aux barricades ! Aux barricades !
Por el triunfo de la Confederación.	Pour le triomphe de la Confédération.

Musique



Retour sur le congrès du PSVR du 2 mai

Le Congrès du PSVR, organisé par la section de Martigny, s'est déroulé dans un contexte politique marqué par la montée des discours de l'extrême droite et de l'UDC. L'initiative du chaos de ce parti n'a d'ailleurs pas manqué d'être vivement critiquée par les divers orateurs·trices de la journée.

Le mot de bienvenue a été proposé par Thomas Dos Santos Silva. Parlant de sa ville Martigny, il a rappelé l'héritage humaniste du mécène Léonard Gianadda. Bien que les radicaux ne soient pas toujours de gauche, il a relevé que si toute la droite partageait un tel brin d'humanisme, la société se porterait bien mieux.



Par la suite, le président Clément Borgeaud a partagé son inquiétude face à la ligne de l'UDC en rappelant les connivences de cette dernière avec des influenceurs d'extrême droite qui radicalisent toujours plus la politique. Il a aussi évoqué les débats sur le salaire minimum qui avaient lieu quelques jours plus tard au Grand Conseil, qui semblaient perdus d'avance tant les forces bourgeoises dominent notre canton.

C'est Vania Alleva, présidente du syndicat Unia et invitée de ce congrès, qui a pris à son tour le micro. Son discours s'est bien évidemment concentré sur l'initiative du chaos. Elle a rappelé que le texte est dangereux et destructeur. Elle n'a pas oublié de mentionner les liens entre l'UDC et certains milieux fascistes. La syndicaliste a par la suite martelé que chaque voix comptait et qu'il fallait continuer de parler et de convaincre de voter non le 14 juin. Les petites défaites de l'extrême droite en Italie ou en Hongrie pouvaient aussi nous inspirer pour contrer l'offensive de cette droite décomplexée.

Devant la centaine de membres présents au congrès, Mathias Reynard a bénéficié d'un accueil particulièrement chaleureux. Salué par un tonnerre d'applaudissements, le Savésian, qui a incarné ces derniers mois une ligne politique jugée à la fois responsable et profondément humaine, a pris la parole pour revenir sur son mandat à la tête du gouvernement cantonal.

L'émotion est restée vive lorsque le désormais ancien président du gouvernement cantonal a évoqué les tragédies qui ont marqué sa présidence, les drames de Crans-Montana et de Blatten. Face à ces événements douloureux, il a souligné qu'il faudrait encore du temps au canton pour surmonter une telle horreur. Sur le front politique, Mathias Reynard a regretté le manque de considération de l'Etat pour l'initiative sur les soins infirmiers, pourtant validée par le corps électoral. Il a toutefois préféré mettre en lumière plusieurs progrès tangibles, se félicitant des avancées en matière de protection contre la violence, du renforcement des prestations de la LAVI en faveur des victimes,





ainsi que de l'introduction récente de la nouvelle ligne d'aide nationale, le 142. Il a souligné également que la société devait mieux protéger en n'oubliant jamais que derrière chaque décision que l'Etat prend, il y a des vies. *« L'Etat pour l'humain au service de l'humain. Personne ne doit être abandonné. »* a-t-il insisté avant d'être ovationné par le congrès.

Notre conseiller national, Emmanuel Amoos est monté à la tribune pour détailler ses combats fédéraux (salaires minimaux cantonaux, conventions collectives de travail, indemnités chômage) pour corriger les inégalités. Il n'a pas oublié de remercier chaleureusement Mathias pour son engagement infaillible de ces derniers mois. Lui aussi, comme beaucoup d'orateurs·trices de la journée, s'est inquiété de la montée des discours réactionnaires anti-immigrés qui se banalisent de plus en plus. Une extrême droite qui redoute la solidarité et favorise l'effondrement du système. Deux chemins s'ouvrent dès lors à nous : la division et l'exclusion ou bien la solidarité et l'inclusion. Et en rappelant que nous ne devions pas laisser de terrain à cette droite radicale, Manu a terminé son discours par une citation de Jean Jaurès : *« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ».*

Une extrême droite qui redoute la solidarité et favorise l'effondrement du système.

Dans la partie plus formelle, l'assemblée a reconduit par acclamation le Comité Directeur à savoir Clément Borgeaud, Caroline Monnet, Aude Rapin, Emilie Dupuis, Nathan Tornay, Patrick Evéquoz, Ludovic Epiney et Claire Evéquoz à leurs postes respectifs.

Sans surprise, les membres ont rejeté la nouvelle loi sur le service civil ainsi que l'initiative de l'UDC. Concernant cette dernière, la résolution de la JSVR a été approuvée, exigeant une réponse ferme face à la rhétorique xénophobe de l'extrême droite. Elda Weissbrodt, coprésidente de la jeune garde du parti, a tenu à rappeler que la droite traditionnelle, focalisée sur l'économie, adopte une vision purement utilitariste de l'immigration, tandis que l'UDC se positionne contre l'establishment. Face à cela, il est crucial de dénoncer le récit de la droite et de réaffirmer haut et fort nos valeurs humanistes a-t-elle conclu.



Le congrès a discuté et adopté une autre résolution forte portée par les JSVR. Faisant suite au verdict de l'affaire des agressions homophobes d'Ardon, le PSVR a réaffirmé son soutien inconditionnel aux victimes de l'homophobie et de la transphobie. Les JSVR ont rappelé que les attaques de l'extrême droite ne sont pas de simples « dérapages », mais sa colonne vertébrale, d'où la nécessité de démanteler cette machine de haine et de prôner une politique de tolérance zéro, avec le renforcement des structures d'accueil et de signalement pour la communauté LGBTQIA+.

Comme le veut la tradition, l'assemblée s'est terminée au son de L'Internationale, reprise en chœur par les membres debout et poings levés. La journée s'est scellée par une photo collective devant la banderole contre l'initiative du chaos.

Yoann Bodrito

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

Citation du mois

« L'immense majorité d'entre nous est composée de gens ordinaires, inoffensifs en temps de paix et de prospérité, se révélant dangereux à la moindre crise. »

Germaine Tillion

26 mai	18 h 00	Comité directeur
	19 h 00	Conseil de parti
23 juin	18 h 30	Comité directeur
18 août	18 h 30	Comité directeur
15 septembre	18 h 30	Comité directeur
29 septembre	18 h 00	Comité directeur
	19 h 00	Conseil de parti
27 octobre	18 h 30	Comité directeur

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Le vengeur masqué



Sous un post Instagram d'un article relatant la plainte pour viol déposée par Flavie Flament contre Patrick Bruel, une internaute s'exclamait « Mais que faisait-elle à 16 ans avec lui ? » Ce genre de réflexion est symptomatique. Face aux violences sexuelles, le premier réflexe social consiste trop souvent à scruter le comportement de la victime, sa tenue, ou la vigilance de son entourage. Logiquement, la première réflexion à avoir serait « mais que faisait un homme de 32 ans dans une chambre avec une fille de 16 ans ? ». C'est précisément ce mécanisme de déplacement de la culpabilité qui permet de perpétuer ces schémas d'emprise et de domination. Parce que toutes les victimes n'ont pas la force de subir ce traitement qui les rend d'emblée suspectes quand l'agresseur présumé peut dérouler ses justifications sans sourciller. Le mot d'ordre « victime, je te crois » reste plus que jamais une nécessité absolue.

Impressum

Mensuel
15e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement :
annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité :
CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année